

TERRITOIRES

**Isère : dans la peau
d'un berger**
P. 08

ENJEUX

**Cybersécurité : la MSA
contre-attaque**
P. 12

RENCONTRES

**Rentrée des classes :
ils s'épanouissent en MFR**
P. 22

Le BIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | SEPTEMBRE 2023

DOSSIER

Projet scientifique de la MSA

Des chercheurs au service des territoires

P. 14



Réformes et engagement

La pause estivale n'a pas été uniquement synonyme de repos pour les équipes de la MSA, élus comme salariés, bien au contraire. Nous avons poursuivi nos missions avec détermination.

L'une de nos actions a été l'examen minutieux des décrets d'application de la réforme des retraites. Elle aura des répercussions significatives sur la vie de nos adhérents comme sur celle de l'ensemble des Français.

Notre mobilisation ne s'est pas limitée à cela. Nous avons continué à travailler sur des projets majeurs pour les prochaines années comme MSA 2030 qui commence à esquisser des propositions fortes pour le régime agricole du futur proche.

Ces efforts ont pour but d'anticiper les besoins et les aspirations de nos adhérents, de tracer un horizon clair et prometteur pour le monde agricole de demain mais aussi pour les territoires. Cette perspective inspirante culminera lors de l'assemblée générale de la caisse centrale de la MSA, exceptionnellement délocalisée dans la capitale des Flandres, à Lille, le 25 juin 2024.

Le lien solide entre notre organisation et le terrain ne s'est pas distendu pendant l'été. Nous avons répondu à l'appel du ministère de l'Agriculture pour renforcer le soutien aux agriculteurs dans les Pyrénées-Orientales face à une sécheresse historique. Consolider le lien avec la réalité concrète des femmes et des hommes du monde agricole reste une priorité constante, ancrée dans notre mission. Chaque action que nous entreprenons vise à façonner un avenir plus solidaire.

Bonne rentrée.

Pascal Cormery,
président de la MSA.

L'ACTU EN RÉGIONS

P. 03

L'ACTU DE L'INSTITUTION

P. 06

L'ACTU EN IMAGE

P. 07

TERRITOIRES

Isère

Dans la peau d'un berger

P. 08

EN JEUX

Cybersécurité

La MSA contre-attaque

P. 12

DOSSIER

Projet scientifique de la MSA Des chercheurs au service des territoires

P. 14



RENCONTRES

C'est la rentrée ! Ils s'épanouissent en Maison familiale rurale

P. 22

Prix rural et citoyen

Deux jeunes récompensés pour leur projet innovant

P. 24

Une bonne excuse

pour apprendre à nager

Je ne peux pas, j'ai camion-piscine

P. 25

Limousin

Gilles Giraud, l'élu ingénieur

P. 26

EN PRATIQUE

La forêt française en chiffres

P. 27



Jura

Tour de France solidaire

Les équipes de la MSA de Franche-Comté ont tenu un stand à Bracon (Jura) le 21 juillet lors de la 19^e étape du Tour de France qui reliait Moirans-en-Montagne à Poligny. Ils ont proposé aux visiteurs de pédaler le plus possible pour atteindre un défi destiné à réunir la somme de 2 000 € au profit de Handisport Jura. Cette association loi 1901 est chargée d'organiser, de promouvoir, de développer les activités physiques et sportives de compétition ou de loisir pour les personnes en situation de handicap. Le don de la MSA permettra à cette association d'acheter du matériel adapté. Les visiteurs ont également pu bénéficier des animations proposées par la MSA de Franche-Comté et ses délégués.

314 400

C'est le nombre de bébés qui ont vu le jour au 1^{er} semestre 2023 selon l'Insee. C'est 24 000 de moins qu'en 2022.

Lot-et-Garonne

Aide à domicile



© MSA Dordogne Lot et Garonne

L'administratrice de la MSA, Claudine Aureille, a remis le 8 août dernier les clés du nouveau véhicule du réseau d'aide à domicile en milieu rural (ADMR) de Monflanquin. L'association, animée par des bénévoles, assure notamment des livraisons de repas, apporte de l'aide à domicile aux seniors et aux personnes en situation de handicap. Elle intervient dans 21 communes. Avec la subvention versée à l'ADMR pour l'achat de son utilitaire, la MSA entend contribuer au développement de services à destination des plus fragiles.

Fête agricole des sourds



© MSA Ain-Rhône

Organisé par l'Association de l'agriculture des sourds de France, l'événement a pour ambition de promouvoir l'inclusion et le bien-être des agriculteurs sourds et malentendants.

C'est une fête exceptionnelle qui s'est déroulée à Marlieux, dans l'Ain les 5 et 6 août derniers. Venues des quatre coins de la France, 3 000 personnes se sont rassemblées pour la quatrième édition nationale de la fête de l'agriculture des sourdes et sourds. Organisé par l'association de l'agriculture des sourds de France (AASF), l'événement a pour vocation de promouvoir l'inclusion et le bien-être des agriculteurs sourds et malentendants qui seraient une centaine en France selon l'association. Une des rares occasions pour les agriculteurs atteints de surdité de se rencontrer et de commu-

niquer librement et en langue des signes. Durant le weekend, les visiteurs ont pu profiter des banquets, des stands et des ateliers animés par les exploitants.

Sensibilisée aux difficultés rencontrées par les personnes sourdes pour accéder aux services médicaux et sociaux, la MSA Ain-Rhône avait installé un stand d'informations permettant aux visiteurs d'obtenir des conseils adaptés à leur situation. Pour l'occasion, elle a également organisé une série de défis sportifs encadrés par un coach professionnel, encourageant ainsi une vie active et saine chez les participants.

Nord

Prendre soin de soi

Prendre soin de sa santé, tel est le programme des ateliers que la MSA a proposés de fin juin à début juillet aux actifs agricoles de l'Avesnois, le territoire le plus boisé du Nord-Pas-de-Calais. Quatorze d'entre eux ont répondu à l'appel de ces rendez-vous animés par deux travailleurs sociaux, Léa Macoine et Sarah Moreira, à l'origine de l'initiative. Les séances ont eu lieu dans les locaux de la communauté de communes du Cœur de l'Avesnois. Différents sujets tels que l'alimentation, la gestion du stress, le dépistage des cancers, l'accès aux droits ont été abordés. Moment fort des rencontres, l'intervention d'un préventeur des



© MSA Nord-Pas de Calais

Les ateliers proposés au début de l'été ont remporté un vif succès.

risques professionnels, Alexandre Nys. Il a montré les gestes et les postures à adopter dans l'activité agricole, souvent faite d'actions répétitives à l'origine de troubles musculosquelettiques.

Gironde

Vendanges : attention sur les routes

« En période de récoltes, redoublons de vigilance » sur les routes. C'est le message du service santé-sécurité au travail de la MSA, de la préfecture de la Gironde, de la Sécurité routière et de leurs partenaires pendant les vendanges. À travers une campagne de sensibilisation, ils veulent toucher les professionnels agricoles et les usagers de la route. En effet, en période de récolte, les véhicules sont plus nombreux, les routes plus sales, la signalisation parfois défective... dégradant ainsi les conditions de circulation. Cette campagne appelle à adapter sa conduite et sa vitesse et à prendre les mesures nécessaires en matière de sécurité. Seul mot d'ordre : « Partageons la route » !

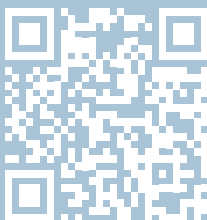


ELUSTERRITOIRES.MSA.FR

ÉLUS MSA ENGAGÉS
SUR NOS TERRITOIRES



Pour découvrir leurs actions, flashez le code



Clowns à domicile

Conçu à l'initiative de la MSA Midi-Pyrénées Nord et en collaboration avec le centre social et culturel du Pays Ségali et le laboratoire de recherche Cerpps (centre d'études et de recherche en psychopathologie et psychologie de la santé) de l'université Toulouse Jean-Jaurès, le projet expérimental Clowns à domicile a pour but d'améliorer le bien-être des personnes âgées à domicile. Comment ? En faisant intervenir des clowns (des vrais, avec des nez rouges) auprès de cette population. Ce projet a été mené sur le territoire du Pays Ségali entre janvier 2021 et le printemps 2023.

La salle des fêtes de Naucelle a accueilli juste avant la trêve estivale les habitants de la communauté de communes invités à une restitution des résultats du projet. Les élus MSA du secteur ont été associés à cette idée lancée par le service d'action sociale de la MSA. Les délégués ont travaillé sur ce projet avec plusieurs partenaires, dont le centre social et culturel local, en apportant leurs connaissances du terrain et des habitants. Une fois les cibles bien déterminées, les comédiens de La Compagnie du bout du nez (association de clowns spécialisés dans l'accompagnement des personnes âgées) ont pointé leurs museaux au domicile



© Compagnie du Bout du nez

La Compagnie du bout du nez, originaire du Tarn-et-Garonne, promeut l'accompagnement par des clowns des personnes fragilisées.

des personnes qui ont participé. Cette opération originale, soutenue par les délégués MSA, va se déployer progressivement dans trois autres territoires.

Marne, Ardennes et Meuse

Le port de la ceinture sauve des vies



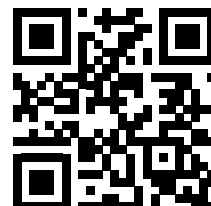
© Franck Beloncle/CMSA Image

Une série de podcasts à découvrir d'urgence avant de prendre le volant de son tracteur.

En complément de la campagne nationale, la MSA Marne Ardennes Meuse s'engage au moment de la moisson 2023 dans une campagne locale

de promotion du port de la ceinture de sécurité dans les engins agricoles. Elle n'est pas une option, que ce soit sur la voie publique ou dans les champs.

Après une démarche d'échange avec des agriculteurs et des viticulteurs, le résultat prend la forme de deux planches de bande dessinée ainsi que de trois podcasts basés sur les témoignages de professionnels qui ont été victimes d'accidents.



Théâtre dans les vignes



© MSA du Languedoc

Quand la culture s'inspire de l'agriculture... cela donne une pièce criante de vérité, en lien avec la politique de développement social sur les territoires, interprétée au milieu des vignes.

La MSA du Languedoc a invité ses adhérents, ses élus, ses salariés et ses partenaires au théâtre, pour deux représentations suivies d'un temps d'échange, dans l'Hérault le 9 août et dans le Gard le 10 août. La pièce s'appelle *Vacarme(s) ou comment l'homme marche sur la terre*. Quel meilleur endroit pour découvrir cette pièce sur le monde paysan que de faire jouer les comédiens dans des exploitations en activité et au milieu des vignes ? Le Domaine des Chrysopes à Montblanc (Hérault) et le Mas des Cabrettes à Saint-Nazaire-des-Gardies (Gard) ont accueilli un public venu en nombre.

Thomas Pouget, également metteur en scène, Sylvain Lecomte et Grégoire Le Stradic, de la compagnie La joie errante, donnent vie par leurs jeux de scène à une pièce criante de vérité.

Cette fiction, écrite par François Pérache, est nourrie d'un important travail documentaire issu de collectes de témoignages et de rencontres de personnes vivant en ruralité.

C'est avec beaucoup d'humilité que les personnages présentent l'histoire

de l'agriculture française, ses bouleversements et les difficultés rencontrées par les agriculteurs.

C'est aussi un moment hors du temps empreint de solidarité, de relations familiales, de beauté de la nature...

Le public présent, hommes, femmes, enfants, entre rires et larmes, ont été particulièrement touchés par des mots qui sonnent juste.

Le public et les artistes ont profité, à l'issue du spectacle, d'un temps d'échange avec les comédiens pour évoquer des souvenirs, des expériences et les féliciter de leurs interprétations et ont souligné la justesse des situations évoquées.

Retrouvez cette histoire d'une vie qui touche le cœur des hommes et des femmes au théâtre de Belleville dans le 11^e arrondissement de Paris en novembre prochain !



Dordogne

Le stress mis en pièce

Les services action sanitaire et sociale et santé-sécurité au travail de la MSA Dordogne, Lot et Garonne ont organisé le 27 juin une nouvelle représentation théâtrale interactive et participative, *Le stress est dans le pré*, animée par la compagnie théâtrale Entrées de jeu au domaine du Siorac à Saint-Aubin-Cadelech, en Dordogne. L'objectif est de sensibiliser les agriculteurs, les

salariés agricoles et leur entourage à la problématique du stress au travail et de mettre en avant le rôle essentiel des sentinelles et de la cellule de prévention de la MSA. Près de 120 personnes ont assisté à ce spectacle, parmi lesquelles de nombreux délégués. Cet événement a permis au public d'échanger sur la problématique et de trouver des solutions pour un mieux-être du monde agricole.

AGENDA

Rennes

Le Space Du 12 au 14 septembre

Le Space est le rendez-vous des professionnels de toutes les filières d'élevage bovine (lait-viande), porcine, avicole, ovine, caprine, cunicole, équine et aquacole. En 2022, le Space a rassemblé plus de 1 200 exposants dont plus de 360 internationaux et plus de 90 000 visiteurs de 120 pays.

space.fr

Clermont-Ferrand

Sommet de l'élevage Du 3 au 6 octobre

2 000 animaux, 1 500 exposants et 100 000 visiteurs sont attendus pour cette 32^e édition qui affiche une belle programmation avec notamment deux concours nationaux bovins en races limousine et brune. Le fil rouge du sommet 2023 est la durabilité de l'élevage. Une centaine de conférences traitant des thèmes phares de l'actualité agricole sont organisées durant le salon ainsi que le concours de l'innovation « les sommets d'or ». La Géorgie est le pays invité d'honneur.

sommet-elevage.fr

Tours

Journées nationales de la MSA Du 19 et 20 octobre

Les Journées nationales MSA auront pour thème le mutualisme, une valeur qui guide l'action du régime agricole depuis son origine. Elles seront ponctuées d'interventions d'invités extérieurs, d'élus et de salariés de la MSA sur la question.

Alpe-d'Huez

Congrès des maires ruraux Du 29 septembre au 1^{er} octobre

Le congrès des maires ruraux de France a lieu cette année en Isère, à l'Alpe-d'Huez. Il a pour thème les villages d'avenir.

amrf.fr

Déconjugalisation de l'AAH

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) est une aide financière qui permet aux personnes en situation de handicap d'avoir un revenu minimum fixe, selon certains critères d'attribution. Jusqu'à présent, son montant était calculé à partir des revenus cumulés des deux membres du couple. Cela pouvait entraîner une perte de revenus et une forme de dépendance financière vis-à-vis du conjoint pour les personnes en situation de handicap. À partir du 1^{er} octobre, les revenus du conjoint ne seront plus comptabilisés dans le calcul de l'AAH (sauf si cela lui est défavorable). Le premier versement de l'AAH déconjugalisé se fera sur le versement du début au mois de novembre.

10,3 milliards d'euros. C'est le montant de l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires en 2022 en France. Une hausse de 2,1 milliards d'euros, c'est son plus haut niveau depuis 2013.

Net social

L'affichage progressif depuis le mois de juillet du montant « net social » sur les bulletins de paie est l'une des premières étapes de la modernisation de l'accès au revenu de solidarité active (RSA) et à la prime d'activité. Les salariés, et à terme les bénéficiaires de revenus de remplacement, seront directement informés du montant des revenus à déclarer pour calculer le RSA et la prime d'activité. Aujourd'hui, ils doivent déclarer chaque trimestre le montant total de leurs ressources. Une complexité qui est la cause d'erreurs dans les déclarations et qui engendrent des régularisations (rappels et indus) dans le versement des prestations.

Vingt-trois propositions pour les territoires



© Jean-Michel Nossant/CCMSA Image

Le rapport charges et produits 2024 propose des études visant à mieux appréhender les enjeux de santé publique des populations agricoles.

Le rapport charges et produits de la MSA pour 2024, approuvé le 29 juin dernier par le conseil d'administration de la caisse centrale, contient les 23 propositions du régime agricole pour contribuer aux politiques publiques de santé sur les territoires. Elles visent à accroître l'efficacité du système de santé au bénéfice des ressortissants agricoles et s'inscrivent dans un cadrage financier contraint par l'Objectif national

des dépenses d'assurance maladie (Ondam). Elles confortent la MSA dans son rôle d'actrice du monde rural et son approche globale de la santé pour répondre aux besoins de ses adhérents sur les territoires. Le document de 191 pages contient des propositions en matière de prévention, de promotion et d'éducation à la santé, de préservation de l'autonomie, de prévention et de lutte contre le mal-être agricole mais aussi de structuration de l'offre de soins sur les territoires. Il recense également des engagements en termes de lutte contre la fraude, d'accès au numérique et de recherche en santé. Il sera remis au ministère de la Santé et de la prévention, ainsi qu'au Parlement, en prévision de la discussion du prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale.



Plus d'infos :
statistiques.msa.fr

Journées nationales en octobre à Tours

La MSA est connue et reconnue pour son rôle sur les territoires et sa proximité avec ses adhérents. Elle s'incarne dans le visage des 13760 délégués cantonaux, élus tous les cinq ans pour représenter 3 millions d'adhérents votants. C'est pour leur rendre hommage et pour démontrer la pertinence et la modernité des valeurs du mutualisme que les prochaines journées nationales de la MSA, qui se tiendront les 19 et 20 octobre à Tours, lui seront consacrées.

Des personnalités reconnues pour leur engagement social dans des organismes du secteur agricole, de la santé et de l'économie sociale et solidaire confrontés comme la MSA à l'enjeu du renouvellement générationnel de leurs élus – viendront apporter leurs éclairages. Des délégués bénévoles de la MSA, dont



© Téo Lamié/CCMSA Image

Sur le terrain, les élus MSA, issus de toutes les composantes de la profession, jouent un rôle de relais entre la population agricole et rurale et la MSA.

c'est le premier mandat de délégué ou d'administrateur, seront également appelés à partager leurs expériences et leurs réflexions pour susciter l'engagement de nouveaux élus.



France Télévisions | octobre

Le quotidien de lycéens agricoles sur le petit écran

Les élèves des lycées agricoles sont des ados comme les autres, en proie aux doutes, portés par des rêves, tentés par les risques, impertinents, ballotés entre deux âges, la sortie de l'enfance et le chemin escarpé qui conduit à l'âge adulte. En octobre prochain, ces futurs bacheliers en conduite et gestion de l'entreprise agricole seront au quotidien sur le petit écran (et sur le site France.tv) dans une série qui leur est dédiée, intitulée *Déter*, pour « déterminés ». France Télé tourne depuis le mois d'avril les épisodes de cette fiction à l'intérieur d'un ancien lycée situé près de Vitré, en Bretagne, une grande région agricole. Voilà qui pourrait créer bien des vocations.

Bastien, berger de 33 ans, est tombé amoureux des alpages du massif du Taillefer.



Isère

Dans la peau d'un berger

C'est bien au-dessus du village de Lavalens, perché à 1 078 mètres, que travaillent Bastien et Mélodie. Avec leurs cinq chiens de conduite, les quatre chiens de protection et quelque 1 200 brebis, ils arpentent pendant trois mois les alpages du massif du Taillefer, en Isère. Ils nous dévoilent l'art de planter de bâton... de bergers !

85 
**groupements pastoraux
sont implantés en Isère.**

Quand certains se limitent à 64 cases et 32 pièces, Bastien, lui, joue aux échecs sur le flanc des montagnes. Son échiquier, ce sont les champs de pâture. Ses pièces, des brebis, des vaches et quelques chèvres qui appartiennent à six éleveurs réunis dans un groupement pastoral⁽¹⁾. Dans ses parties grandeur nature, il n'a pas d'adversaire. Le Kasparov des alpages n'affronte pas, il compose chaque matin avec de nombreux paramètres.

D'abord, la végétation : *« L'idée est de suivre son évolution en fonction de son stade de développement. On attaque en fond de vallée quand l'herbe est bonne et on monte progressivement. Une fois qu'elles ont brouté en remontant, on redescend parce que l'herbe a repoussé en bas »*. Ensuite, la météo : *« Les brebis n'aiment pas l'herbe mouillée donc on adapte notre parcours en fonction de la météo, des chaleurs, des zones d'ombre, du vent. »* Tout cela sans compter les 1 200 pièces, éléments essentiels de sa stratégie, dont il a la garde et qui ne sont pas faites de bois. Elles se meuvent, ou pas, d'elles-mêmes : *« Quand il fait frais, ça ne sert à rien de les lâcher avant 8 heures, elles ne bougent pas. Par contre, quand il va faire chaud, elles le savent, elles partent au petit matin. »*

Et qui dit différentes races, dit différents tempos : *« La Rouge est une brebis qui aime bien marcher en mangeant, la Préalpes a la réputation de beaucoup marcher mais, au final, les nôtres ne bougent pas. Parmi la trentaine de brebis, achetées un mois avant l'estive, il y en a entre cinq et neuf qui, si je ne les veille pas, se cachent ou partent à l'opposé. Il faut anticiper les déplacements en fonction de la réaction de chaque race. »* Tout cela exige un sérieux sens de l'observation, un certain goût de l'effort et une sacrée expérience.

Le mouton à cinq pattes

Bastien en a engrangé pendant sept ans avant cette saison. *« J'ai commencé en chèvres laitières, il y a huit ans. C'est là qu'on m'a appris à mener un troupeau. J'ai mis le doigt dans l'engrenage : travailler avec les bêtes, les suivre, les soigner. Puis, un poste de berger s'est libéré pour un mois. J'ai pris un troupeau de 1 600 Mérinos d'Arles. On m'a prêté deux chiens et là ! La révélation »*. Ce changement de voie permet aussi à l'ancien cuisinier de métier de croiser la route de Mélodie au détour d'une annonce pour un poste d'aide berger.

Sa première estive, Mélodie l'a faite ici dans le massif du Taillefer. Bastien l'a rejointe l'année d'après. Ensemble, dans la vie comme au travail, ils *« pratiquent la montagne »*, apprennent de leurs bêtes : *« C'est à force de se faire avoir qu'on apprend à se placer, à envoyer les chiens, à économiser le troupeau, à le mener, à connaître les endroits où les brebis peuvent se blesser, les quartiers qu'elles préfèrent. Un dicton dit : "la première année tu cours, la deuxième, tu marches, la troisième, tu regardes. Clairement, c'est ça". Cette année, c'est champagne et caviar. On peut les emmener où on veut, elles ont confiance. Parfois je reviens une demi-heure*



© Frédéric Fromentin/Le Bimsa

Bruno Caraguel, directeur de la fédération des alpages de l'Isère (FAI) depuis 2010.



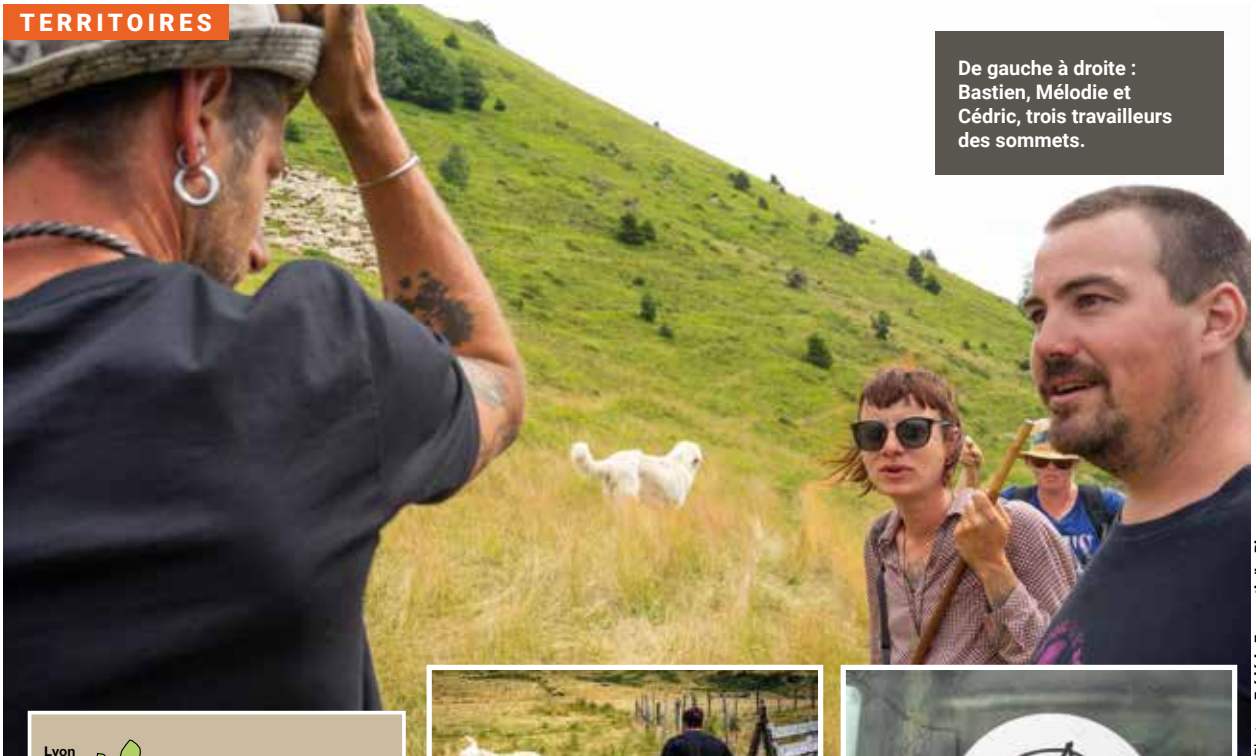
La fédération est une association créée en 1982

à l'initiative des services de l'État.

Elle contribue à la définition et à la mise en œuvre des politiques de mise en valeur des espaces pastoraux de l'Isère. Pour cela, elle lance et coordonne toute action concrète et concertée de nature à développer, consolider, pérenniser les activités pastorales et harmoniser les relations entre propriétaires et utilisateurs des espaces pastoraux. Récemment, nous avons changé nos statuts. Désormais, nous intégrons les intercommunalités afin d'avoir une action plus ancrée dans les territoires et plus en lien avec ce qu'elles vivent. La question pastorale touche de nombreux sujets : l'eau potable, le multi-usage de la montagne, la difficile relation au chien de protection, mais aussi le culturel. Aujourd'hui, parmi nos enjeux principaux, nous avons le changement climatique qui entraîne un manque d'eau, de grosses chaleurs. À ce sujet, nous travaillons aussi sur la résilience des exploitations. La question de la prédation est bien sûr très prégnante (voir encadré en page 10).

Nous essayons de créer des outils pédagogiques pour sensibiliser les enfants et les familles aux activités pastorales, faciliter le partage de l'espace en montagne et donner du sens aux productions issues d'alpages. C'est le but notamment du festival « pastoralismes et grands espaces » de Grenoble.





De gauche à droite : Bastien, Mélodie et Cédric, trois travailleurs des sommets.



Pour protéger le troupeau, Bastien et Mélodie disposent de 4 patous.



Grâce à des bergers comme Bastien, le métier est bien vivant.

Photos : Frédéric Fromentini/Le Bimsa

Juliette, bergère d'appui



Cet été, Juliette, la bergère d'appui, intervient dans toute l'Isère.

L'Isère compte 176 alpages sur près de 80 000 hectares. Les troupeaux de brebis ou de vaches qui paissent dans les estives sont gardés par un peu plus de 130 bergers salariés qui, contrairement à Fabien et Mélodie, sont souvent seuls

pour accomplir leur tâche. Avec un métier en tension, il est difficile de trouver une solution de remplacement lorsque l'un d'eux se blesse, est malade, renonce, fait face à un surcroît de travail ou subi une pression ou une attaque du loup. Cette année, pour soutenir les éleveurs et les bergers, le dispositif expérimental « berger d'appui » est mis en place par la fédération des alpages de l'Isère (FAI) et Agri Emploi 38, à l'initiative du Département, avec son soutien financier et celui de la MSA. Et c'est une bergère, Juliette Fortunier, qui a été recrutée. Elle vient en soutien sur des missions courtes, en priorité en anticipation et si nécessaire en urgence sur les alpages et zones pastorales de toute l'Isère.

« Elle a un niveau bac + 5, a été stagiaire et salariée ici dans les alpages avec plus de sept ans d'expérience de bergère et une grande capacité d'autonomie. », explique Bruno Caraguel. En faisant appel à la MSA Alpes du Nord pour travailler sur la question de l'évaluation des risques en imaginant les futures situations de travail du berger d'appui, la FAI et Agri Emploi 38 ont élaboré conjointement avec Juliette le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP). « C'est un gros chantier qui a été salvateur, précise Bruno Caraguel. Cela oblige les employeurs avec leurs salariés à questionner la nature de leurs tâches au travers de la dangerosité ou de la prise de risque. Ça leur permet de structurer le travail ».

906

loups en France en 2023
selon l'Office français de la diversité.



avant elles. Vers 20 h 30, quand je vois les premières redescendre, je mets deux coups de sifflet et les autres arrivent, parce que l'on se connaît. Elles savent que si je siffle trois fois, elles vont se prendre les chiens. C'est un plaisir, on garde quasiment au bâton planté : on se met à un endroit et tout se fait à la voix, dans le calme. C'est très important car plus on avance dans la saison d'alpage, plus il y a des brebis pleines. Il faut faire attention aux coups de stress, aux chiens, qu'elles ne manquent ni d'eau, ni d'herbe pour qu'elles aient un bon système lactique, pas de fausse couche... »

Pour ce nomade invétéré qui a du mal à se sédentariser, passer trois années au même endroit était impensable. « C'est la première fois que ça m'arrive. Nous sommes tombés amoureux de la vallée et nous ne sommes jamais repartis. On n'est pas du pays mais on est chez nous. Voir le cycle entier de la végétation, des brebis... C'est quelque chose qui a du sens pour moi aujourd'hui. Et puis nous avons rencontré Cédric ! »

Sur les 1 200 brebis que compte le troupeau, 300 appartiennent à cet éleveur. Il est l'un des six membres du groupement pastoral. « Ça fait cinq ans que l'on embauche deux bergers, explique celui-ci. C'est en grande partie lié au loup mais aussi à la réglementation. C'est devenu une denrée tellement rare les bons bergers que, quand on en a un, il faut le garder ». Le métier est en tension. Pour Bruno Caraguel, directeur de la fédération des alpages de l'Isère, l'effort de formation est insuffisant. Une quinzaine de bergers par an sortent des trois centres de formation professionnelle et de promotion agricole de la région, là où il en faudrait le double.

L'éleveur, lui, a trouvé son mouton à cinq pattes. Le courant passe bien entre eux. Bastien, le nouveau sédentaire, lui prête la main depuis trois hivers. « Je suis moniteur pendant la saison de ski. L'hiver, seul, en période d'agnelage c'était : 4 heures à la bergerie, finir à 7 h 30, se changer, monter à la station pour y être à 8 h 30, cours de ski de 9 à 17 heures, redescendre, se changer, être à la bergerie de 18 h 30 jusqu'à 21 heures, 7 jours sur 7 », témoigne Cédric. Désormais, l'hiver, quand il est en haut, Bastien est en bas. Il s'occupe de la bergerie. « Il y a un côté humain, un climat d'entraide et de bienveillance que j'ai rarement eus », poursuit Bastien. Même son de cloche chez Cédric : « C'est la première fois que j'ai une telle proximité avec un berger ». Si bien qu'ils vont bientôt s'associer dans un groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec). « Notre projet existe aujourd'hui parce qu'il y a ce rapport, cette confiance, confie-t-il. Je vais quand même diviser en deux l'exploitation familiale, le fruit du travail de mon arrière-grand-père, de mon grand-père et de mon père et lui vendre la moitié. » Entre eux, ce n'est plus seulement une histoire de berger et d'éleveur. C'est une histoire d'hommes.

■ Frédéric Fromentin

(1) Un groupement pastoral est un regroupement d'éleveurs pour une valorisation collective de surfaces pastorales. En Isère, la structure est généralement une association ou un syndicat qui est agréé par l'État selon des critères spécifiques (source : fédération des alpages de l'Isère).



© Frédéric Fromentin/Le Bimsa

Romain Cassagne, conseiller en prévention des risques professionnels à la MSA Alpes du Nord.



« La MSA vient en appui de la fédération des alpages de l'Isère. Que ce soit pour prévenir les risques psychosociaux causés par la prédation ou encore pour mettre en place un diagnostic de vulnérabilité sur le territoire de la Matheysine [NDLR : zone de haute montagne regroupant 43 communes], le régime agricole accompagne les éleveurs. Nous organisons également des formations à la contention quand un troupeau a été affolé ou pour élaborer le document unique d'évaluation des risques professionnels du «Berger d'appui» », explique Romain Cassagne, conseiller en prévention des risques professionnels à la MSA Alpes du Nord. « Le fait que la MSA s'occupe du risque au travail soulève des choses auxquelles nous n'aurions pas pensé, ajoute Bruno Caraguel, directeur de la fédération des alpages de l'Isère. Ce que j'aime dans notre collaboration, c'est que ça nous oblige à nous intéresser à l'humain et à sortir des questions purement techniques. La prédation des troupeaux domestiques par les loups est une problématique à laquelle de nombreux éleveurs et bergers doivent faire face. On dénombre environ 450 attaques par an en Isère. « La question de la prédation augmente considérablement la charge mentale des bergers et des éleveurs. Il faut toujours avoir une longueur d'avance sur le loup », poursuit Bruno Caraguel. C'est l'idée du dispositif « Berger d'appui » mis en place cette année par la fédération. Par ailleurs, l'association accompagne les alpagistes en leur proposant une permanence pour les demandes de constats de prédation. Elle met à leur disposition l'outil Maploup qui recense les demandes de constats réalisées depuis le début de l'année par les éleveurs, les données officielles de la prédation depuis 2009 et un outil d'alerte géolocalisé en cas de prédation.

Patrick Armusieaux,
responsable de la
sécurité des systèmes
d'information (RSSI)
chez iMSA, et son adjointe,
Cathy Noiret.



© Jérôme Masse

Cybersécurité

La MSA contre-attaque

En matière de sécurité informatique, le risque zéro n'existe pas. Après le dernier épisode de cyberattaque dont a été victime la MSA en mai dernier, le sujet est d'actualité. Retour sur un enjeu majeur de l'institution avec Patrick Armusieaux, responsable de la sécurité des systèmes d'information chez iMSA, et son adjointe, Cathy Noiret.

■ **À la suite de l'usurpation d'identité de 1400 adhérents de la MSA sur le service FranceConnect en mai dernier, quelles mesures ont été prises et quelles sont celles qui restent à prendre ? Quelles sont les mesures de prévention appliquées ?**

Nous avons renforcé le système d'identification des adhérents sur le service en ligne FranceConnect par un test, le Captcha⁽¹⁾. Opérationnel depuis le 1^{er} août, il permet de différencier de manière automatisée un utilisateur humain d'un robot. Dans ce dernier cas, la session est bloquée. En parallèle, nous avons lancé une campagne d'information invitant l'ensemble des adhérents à modifier leur mot de passe et initiions une opération progressive de réinitialisation obligatoire qui se déroulera jusqu'à la fin de l'année. Il est également prévu, début 2024, de mettre en œuvre un dispositif

d'authentification forte, qui vise à mieux vérifier l'identité de l'adhérent lorsqu'il se connectera à FranceConnect et sur le portail Internet de la MSA. En plus de son mot de passe, l'utilisateur recevra un code – par e-mail ou sur une application mobile – qu'il devra saisir pour valider l'accès. Plus largement, nous mettons en place une surveillance renforcée de l'activité en lien avec FranceConnect de manière à être le plus proactif possible en cas de nouvelle attaque.

■ **Quelles sont les principales cybermenaces auxquelles sont confrontés les organismes de sécurité sociale, la MSA en particulier ? Quelles sont les mesures de protection ?**

Sans revenir sur l'attaque comme celle que nous avons connue en mai dernier, l'usurpation d'identité

« Le responsable de la sécurité des systèmes d'information iMSA est directement rattaché au directeur général de la CCMSA et au directeur des systèmes d'information. C'est un élément de confiance, de proactivité et de réactivité qui fait partie de la chaîne de décision de sécurité et qui permet une plus grande efficacité. »

—
Patrick Armusieaux,
responsable de la sécurité des systèmes
d'information chez iMSA.

ciblée sur un ou plusieurs adhérents est une menace à laquelle les organismes de sécurité sociale, dont la MSA, sont régulièrement confrontés. Parmi les risques majeurs de cyberattaque, nous pouvons citer le ransomware (ou rançongiciel)⁽²⁾, qu'ont subi notamment ces derniers mois nombre d'hôpitaux et de collectivités territoriales. Nous n'avons pas encore rencontré ce type d'attaques mais il constitue l'un des plus grands risques à gérer. Nous nous préparons activement à faire face à cette situation. De manière préventive, en mettant en place des outils de plus en plus sophistiqués, qui visent à identifier au plus tôt une attaque de ce type pour la bloquer. Mais également en nous préparant au pire, par des exercices de gestion de crise qui professionnalisent nos réactions à tous les étages de l'institution, de la direction générale aux caisses de MSA en passant par l'informatique. En février dernier, nous avons testé ce dispositif. L'objectif est la prise de décision rapide et la coordination des actions à mener pour limiter l'impact d'un éventuel rançongiciel. Le barrage peut consister à fermer l'accès à internet de tout ou partie de l'institution (soit d'une caisse, soit de l'ensemble du réseau). La priorité est de circonscrire l'incident au périmètre le plus réduit possible. Nous devrions alors pouvoir assurer une continuité d'activité exceptionnelle sur un mode plus ou moins dégradé.

■ Est-ce que cela engendrerait des ruptures de droits pour les assurés ?

Aujourd'hui, nous évoluons dans un système marqué par la numérisation de l'ensemble des tâches. L'informatique est devenue un maillon indispensable. Néanmoins, en cas de cyberattaque d'envergure, la protection du

cœur de l'informatique est la priorité pour qu'il ne soit pas impacté. Certes, l'accès à Internet pourrait être bloqué mais le fonctionnement des applications informatiques essentielles serait préservé. Chaque crise étant différente – liée à la période de l'année, au jour dans le mois, à la nature des systèmes infectés – il est difficile de se prononcer sur le niveau de continuité de service. Pour autant, la priorité de la MSA serait de mettre tout en œuvre au niveau informatique afin de garantir ses missions de service public essentielles comme le versement des prestations auprès de ses adhérents. Sur les moyens mis en œuvre pour la sécurité de son système d'information, la MSA a investi de manière importante ces dernières années. Nous équipons actuellement le réseau informatique et l'ensemble des postes de travail de nouvelles solutions de sécurité sophistiquées, qui s'appuient sur l'intelligence artificielle, afin de détecter toute activité suspecte. Un plan d'action en 14 points est inscrit dans le schéma directeur des systèmes d'information 2021-2025. Il vise à améliorer la sécurité informatique de la MSA à tous les niveaux : gouvernance, sécurité du réseau, des applications informatiques et des postes de travail. Depuis neuf mois, nous menons un plan d'action dédié à la gestion de crise cyber.

■ Si la sécurité des systèmes d'information n'existait pas, quelles seraient les incidences sur notre activité ?

Il y a 20 ans, lorsque l'on parlait du risque sécurité informatique, on regardait outre-Atlantique et on se disait : « *C'est bien loin de nous* ». Il y a 10 ans, on commençait à voir les premiers effets en France dans les ministères, les grandes institutions, et on se disait : « *Le risque évolue* ». Aujourd'hui, tout autour de nous, des incidents de sécurité nous sont constamment rapportés. Nous sommes devenus une cible comme les autres. S'il n'y avait pas ces dispositifs de sécurité, je doute fort que l'informatique pourrait fonctionner et que la MSA serait en capacité de remplir ses missions de service public. L'informatique aussi a pris du poids : il y a vingt ans, c'était un outil à disposition des agents ; il y a dix ans, on mettait en œuvre largement la numérisation des démarches des adhérents via les portails de télé-services ; aujourd'hui, c'est le tout informatique. Nous gérons entre 1 000 et 1 500 signalements de sécurité par an. Sur le lot, certains événements majeurs, comme celui de mai dernier, nécessitent le déclenchement de cellules de crise de niveau institutionnel qui monopolisent de nombreux acteurs métiers et des équipes informatiques. Mais la sécurité informatique, ce n'est pas que de la technique, une équipe dédiée qui joue les pompiers. C'est d'abord et avant tout le rôle de chaque agent de la MSA via la mise en œuvre de bonnes pratiques au quotidien. C'est l'attention de tous qui constitue ce premier rempart.

■ Propos recueillis par Franck Rozé

(1) Acronyme de l'anglais « *completely automated public turing test to tell computers and humans apart* ».

(2) Logiciel malveillant qui prend en otage des données personnelles.



DOSSIER

Projet scientifique de la MSA

Des chercheurs au service des territoires

La recherche scientifique agit comme une boussole guidant le régime agricole dans son rôle complexe de garant du bien-être des populations rurales. De la prévention du suicide ou des risques professionnels à l'amélioration de l'offre de soins, en passant par la compréhension des enjeux sociétaux et du monde agricole, le projet scientifique de la MSA, établi en 2019, se présente comme une pierre angulaire de cet édifice.

En élaborant des axes de recherche pertinents, il permet au régime agricole de prendre des décisions éclairées et de mettre en place des stratégies ciblées répondant aux besoins spécifiques des adhérents.

Santé des éleveurs et des bergers

Il y a un homme derrière le loup

Antoine Doré, chargé de recherche en sociologie à l'Inrae, a travaillé avec Frédéric Nicolas, post-doctorant.



Avec son compère Frédéric Nicolas, Antoine Doré, chercheur à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), a consacré deux ans de sa vie à mener une étude commanditée par la MSA. Elle aborde les conséquences de la présence du loup sur la santé des éleveurs et des bergers. Sujet conflictuel s'il en est qui réclame une bonne dose de neutralité et d'expertise scientifique.

Tout de suite derrière le loup, l'homme se dévoile. Antoine Doré, chargé de recherche à l'Inrae, une tronche, comme on dit. On s'en rend compte dès la première question. Sa réponse à l'innocent « Pourquoi avoir choisi de travailler sur ce sujet ? » ne laisse pas de place au doute. Nous voilà replongés sur les bancs de l'amphi, au beau milieu de nos années universitaires. Et pendant qu'Antoine déroule sa pensée, nous buvons du petit lait comme devant *L'Abécédaire* de Gilles Deleuze. En commençant par la lettre « A », comme « animal », pour bien faire.

« Je travaille sur les questions relatives à la coexistence entre l'homme et les prédateurs. » Dans sa thèse intitulée « Des loups dans la Cité : éléments d'écologie pragmatiste », soutenue en 2011, il adopte un parti pris : les loups sont des acteurs politiques. « On en parle dans les villages, dans les conseils municipaux, à l'Assemblée nationale, tout le monde se sent affecté... et les intérêts du loup sont défendus par des porte-parole scientifiques dans les arènes politiques. Ce sont des animaux peu voyants qui affichent paradoxalement une immense présence publique. » La notion de désordre émaille le document de 646 pages, qui se traduit par une cinquantaine d'occurrences du mot « conflit ». Il n'en est pourtant pas moins orienté vers la préconisation d'un compromis « supportable ». Il défend ainsi l'idée selon laquelle il faudrait ouvrir la discussion entre les naturalistes et les éleveurs sur les

conditions d'accueil et d'exclusion du loup, pour négocier les conséquences potentielles de toutes perspectives de coexistence. Une approche non normative qui propose des pistes de résolution réalistes.

Un beau jour de l'an 2019, Antoine reçoit un coup de fil de Delphine Burguet. L'anthropologue et chargée de mission pour le projet scientifique de la MSA apprécie ses travaux. Au cœur de la conversation, un projet intitulé « Face aux loups ». Il s'agit de mener une étude socio-anthropologique des effets de la présence de ces canidés sur la santé des éleveurs et des bergers. Ce qui soulève d'emblée l'inquiétude d'Antoine : « Je suis sociologue, pas épidémiologue ou psychosociologue... Et la santé, ce n'est pas mon domaine. » Pour autant, il établit rapidement le lien avec un leitmotiv qui lui est cher : le désordre. « Les loups transforment les conditions d'existence des humains. Ils génèrent des désordres de tous ordres : techniques et économiques, cognitifs (on croit savoir ce qu'il faut faire et on ne sait plus) ou en termes de morale (où est le bien où est le mal ?). Ils influent sur la santé des éleveurs et sur leur manière de vivre avec les autres êtres humains. »

Approche sociologique compréhensive

Autre aspect relevé par le chercheur : « Sur le terrain, il n'existe que très peu de confrontations directes entre les bergers et les loups. Le rôle de l'humain n'est souvent réduit qu'à gérer des cadavres après l'attaque. Parfois même, les éleveurs ne sont pas touchés et ils le vivent très mal. Cet effet symbolique m'intéresse fortement ». Ce qui l'anime enfin et achève de le décider : la possibilité de pouvoir conduire une enquête de terrain au long cours dans une approche sociologique compréhensive, dans la lignée de la méthode développée par Max Weber, son fondateur. Une discipline particulièrement adaptée aux bergers, en accord avec leurs attentes : « Arrêtez de dire que nous sommes des chasseurs de primes... Nous voulons être compris. »

« Je rédige alors la proposition du projet de recherche et nous échangeons avec Jean-Marc Soulat⁽¹⁾. Nous nous entendons sur les objectifs scientifiques et je suis libre de mener les protocoles de recherche comme je l'entends. » S'ensuit une phase de rencontres avec 93 éleveurs et bergers sur leur lieu de travail, faisant face à la prédation du loup sur leurs troupeaux. Le fruit de cette recherche fait désormais l'objet de différentes valorisations, dans des ouvrages académiques ou des publications professionnelles⁽²⁾. Elle donne lieu à des interventions, lors de colloques ou de séminaires, auprès du grand public et dans l'enseignement supérieur.

■ Franck Rozé

(1) Médecin national de la MSA.

(2) hal.science/FACEAUXLOUPS

Transmission

Comprendre les raisons du mal-être des éleveurs

Dans le cadre de l'appel à projet scientifique 2020 de la MSA, Dominique Jacques-Jouvenot, professeure émérite de sociologie, membre du laboratoire de sociologie et d'anthropologie (Lasa) de l'université de Franche-Comté, a mené une étude intitulée *La Transmission des savoirs professionnels et la représentation du mal-être chez les éleveurs*, mettant en lumière les motifs du suicide en agriculture. Les conclusions de cette enquête seront présentées lors d'un colloque organisé par l'Association de santé, d'éducation et de prévention sur les territoires (Asept) et le laboratoire de sociologie et d'anthropologie le 16 octobre à Besançon. Interview.



Dominique Jacques-Jouvenot, sociologue, enquête sur le mal-être chez les éleveurs, en s'intéressant aux liens avec la famille, le travail et l'école.

En tant que socio-anthropologue, comment abordez-vous les problématiques agricoles ?

Lorsque j'ai fait mes études de sociologie rurale dans les années 1980, la sociologie explorait essentiellement des problématiques agricoles. C'est dans ce cadre, sous la direction d'Henri Mendras, le fondateur de la sociologie rurale en France, que j'ai soutenu ma thèse sur un conflit lié aux choix génétiques des éleveurs jurassiens en matière de sélection animale. Cette question m'a donné

à comprendre comment le rapport à l'animal structurait l'ensemble des rapports sociaux dans la vie professionnelle et locale. Dix ans plus tard, je m'interrogeais sur la transmission du métier d'éleveur à partir d'une question simple : à qui et comment se transmettent les savoirs professionnels ? La publication de mon ouvrage *Le Choix du successeur* en 1997 résulte de cette recherche.

Dans notre enquête sur le mal-être des éleveurs, on constate que la division sexuée du travail en élevage est encore très forte. Les tâches administratives et de gestion sont très souvent le lot des femmes, sans parler du travail domestique. Mais n'oublions pas qu'il faut toujours replacer les réalités sociales que nous observons dans un contexte temporel et spatial. Le monde change et ce qui est démontré à un moment T peut ne plus être valide vingt ans plus tard. Aujourd'hui le problème de la transmission n'est plus de savoir quel enfant est le mieux à même de succéder mais comment pallier le manque de successeurs familiaux en agriculture. Cette crise est sans précédent dans l'histoire de la paysannerie française. Et l'élevage bovin-lait est particulièrement touché par le phénomène. Cette situation nécessite de recontextualiser le problème de la transmission dans un nouveau paysage professionnel et social en changement.

Pourquoi vous être tout particulièrement penchée sur la question de la transmission des savoirs parmi les motifs de mal-être ?

Grâce à une première recherche comparative avec des collègues suisses et québécois [*Malaise en agriculture*, voir encadré ci-contre] et mon travail avec Jean-Jacques Laplante [ancien médecin du travail et directeur de la santé à la MSA de Franche-Comté] sur *Les Maux de la terre*, j'ai pu rencontrer des familles qui ont vécu un cas de suicide. Lors de mes interviews, je me suis rendu compte qu'elles abordaient très souvent le sujet de l'école, évoquant un rapport très difficile. D'où mon interrogation sur les incidences de l'enseignement agricole dans la trajectoire d'un étudiant et sur le mal-être du futur éleveur qu'il s'apprête à le devenir. Avec Sylvie Guigon, sociologue, et l'équipe du Lasa, j'ai ainsi souhaité interroger des jeunes sur leurs représentations du métier, le pourquoi de leur choix etc.

Qu'est-il ressorti de vos échanges avec ces futurs éleveurs ?

Nous avons réalisé 62 entretiens auprès d'étudiants en BTS de quatre établissements agricoles de Bourgogne, Franche-Comté et Auvergne, dont 29 filles (deux lycées, une maison familiale rurale, et l'établissement supérieur VetAgro Sup Clermont-Ferrand). Nous avons échangé sur l'école, l'enseignement, le métier : pourquoi ce choix, est-ce que leurs parents sont intervenus ou ont-ils décidé seuls, les tâches préférées, celles qui sont repoussantes ou encore ce qu'ils pensent être plus ou moins difficile dans le métier. Il est apparu que bien que « savoir gérer » est une compétence que tous les garçons considèrent comme essentielle dans profession. Ils investissent peu les enseignements de comptabilité, gestion et sous-évaluent la part très significative du travail administratif de leur future activité. Ils nous expliquent que sur l'exploitation familiale, c'est leur mère qui fait les factures et que, plus tard, ce sera leur femme.

Les filles ne se projettent pas de la même façon. Même si toutes désirent s'installer, lorsqu'elles ont un frère désigné, elles savent que la place de successeur est prise. Mais elles investissent les enseignements liés à la gestion et au travail administratif, se projetant plutôt dans une place de conjointe ou encore envisagent une orientation professionnelle comme conseillère agricole. Seules les filles de fratries de filles se construisent comme successeuses potentielles de leur père.

Vous avez aussi enquêté sur les agriculteurs en difficulté ?

Oui nous avons interrogé 12 bénévoles de l'association Solidarité Paysans répondant à des appels à l'aide, qui nous ont décrit 36 situations d'agriculteurs en difficulté.

Tout d'abord, nous avons remarqué qu'ils appartenaient à toutes les catégories d'âge. Le plus souvent ce sont les femmes qui appellent au sujet de leur mari ou leur fils. Ce sont des personnes qui ont une formation très courte, qui n'aimaient pas l'école et pour qui l'essentiel de leur socialisation au métier est familiale. Les parents sont leurs seuls formateurs et leur ouverture sur le monde extérieur est très limité, jusqu'à devenir inexistant. La valeur transmise est le travail, ce qu'ils font souvent jusqu'à l'excès, comme leurs parents l'ont fait avant eux.

Mais quand le contexte socio-économique, les normes et les pratiques évoluent, le déphasage est grand. Plus ils travaillent, plus ils perdent pied jusqu'au jour où « ça craque ». Lorsqu'une mère ou une épouse appelle Solidarité Paysans, c'est pour dire : « La corde est prête ». Cette situation n'est pas seulement le fait de fermes familiales en difficulté ; il arrive que sur des exploitations performantes, un successeur ne trouve pas sa place face à son père, ou subisse la transmission. Sur les 36 cas étudiés, nous avons en effet constaté que pour 34 d'entre eux la transmission a été plus subie que choisie, entraînant des relations familiales conflictuelles. Dans les histoires relatées par les bénévoles, le métier n'est pas décrit comme une passion mais découle de la soumission des successeurs au désir de transmettre de leurs parents.

Quelles conclusions en avez-vous tirées ?

Notre but était d'identifier des indices de risques suicidaires en reconstruisant les trajectoires de vie des éleveurs en demande d'aide et de les mettre en regard avec

les projections des jeunes dans le métier. Premier constat, ces derniers considèrent qu'ils choisissent leur futur métier alors que les personnes aidées ont presque en totalité subi cette transmission. Par ailleurs, les étudiants sous-estiment le rôle des femmes dans le bon fonctionnement des exploitations. La division sexuée du travail reste encore la norme, entraînant un sous-investissement des garçons dans l'apprentissage de la comptabilité et de la gestion, et inversement chez les filles.

L'analyse des cas d'agriculteurs en difficulté montre que le décès d'une mère ou le départ d'une épouse laisse un mari ou un fils désemparé face à ces tâches encore stéréotypées féminines. Enfin, comme nous en faisons l'hypothèse, ce n'est pas forcément un cédant soumis à l'impossibilité de transmettre son patrimoine qui met fin à ses jours ou tente de le faire, mais plutôt son successeur qui, dans le cas du décès du père, n'a pas réussi à prendre sa place et qui par manque d'autonomie, peut se retrouver dans une situation à risque.

Comment la MSA peut s'emparer de ces résultats ?

Ces constats permettent de saisir des signes de fragilité présents dans les discours des élèves dès la période de socialisation scolaire. Les organismes de formation ont un rôle à jouer dans l'évolution de la définition du métier d'éleveur, en insistant sur l'importance des savoirs gestionnaires et le changement nécessaire des rapports sociaux de sexe.

L'analyse des situations de Solidarité Paysans montre un effondrement tel un château de cartes qui tombent les unes après les autres. Le désintérêt des éleveurs pour leurs bêtes, les problèmes sanitaires, le décès d'un parent, les relations familiales conflictuelles, l'isolement sont autant d'indices qui, s'ils sont repérés, permettraient d'anticiper les situations de mal-être avant d'assister au geste fatal. Dans les lycées agricoles, il pourrait être intéressant de s'appuyer sur les enseignements socioculturels afin d'aborder toutes ces questions.

Enfin, on doit porter une attention particulière aux agriculteurs en difficulté en privilégiant le contact direct avec cette population, plutôt que de procéder par des courriers répétés qui s'empilent sur les tables de cuisine sans être lus, produisant ainsi l'effet contraire à ce qui est attendu. Cette pratique, vécu comme un harcèlement, ne fait que raviver leur sentiment d'exclusion de la profession agricole.

■ Propos recueillis par Marie Molinaro

Parutions

- **Les Maux de la terre. Regards croisés sur la santé au travail en agriculture**, D. Jacques-Jouvenot, J.J. Laplante, éd. de L'aube, 2009
- **Malaise en agriculture. Une approche interdisciplinaire des politiques agricoles : France-Québec-Suisse**, Y. Droz, D. Jacques-Jouvenot, G. Lafleur, V. Mieville-Ott, Paris, Kartala, 2014
- « **Une hypothèse inattendue à propos du suicide des éleveurs : leur rapport aux savoirs professionnels** », *Études rurales* n° 193, 2014



« La relation entre l'éleveur et ses bêtes est fondée sur les rapports à la vie et à la mort, c'est ce qui fait la grandeur du métier. »
Jocelyne Porcher, zootechnicienne et sociologue, a travaillé pendant 20 ans sur le lien entre les animaux, le travail et la mort.

Éleveurs tâcherons, un double métier ?

Gros plan sur les abattoirs paysans

Questions centrales dans le travail de l'éleveur, la relation entre humains et animaux et la mort reviennent dans le débat ces dernières années. Une équipe de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et de l'Institut de psychodynamique du travail (IPDT), menée par Jocelyne Porcher, zootechnicienne et sociologue de l'élevage, est allée à la rencontre d'éleveurs-tâcherons pour enquêter sur l'impact de ce double métier.

Avec l'autorisation de l'expérimentation d'équipements d'abattage mobile en 2019, les éleveurs tentent de renouer avec une partie du métier perdue depuis les années 1950 et l'obligation de passer par les abattoirs. Certains groupements d'agriculteurs reprennent même des petits abattoirs de proximité, contraints de fermer faute de rentabilité. Une double activité qui pose des questions sur l'organisation du travail et l'impact sur la santé mentale. Sociologues et cliniciens du travail, Jocelyne Porcher, Sébastien Mouret (Inrae), Antoine Duarte et Patricio Nussold (IPDT, université de Toulouse Jean-Jaurès) ont enquêté en duo entre 2021 et 2022 auprès de deux abattoirs paysans coopératifs du sud de la France. Une dizaine d'éleveurs volontaires impliqués dans l'activité de leur abattoir ont participé.

« Premier constat : ils ont réussi à tenir l'articulation entre leur métier et le travail d'abattoir. Nous avons regardé comment, explique Jocelyne Porcher. Ils ont notamment adopté une position réflexive, c'est-à-dire qu'ils font attention à se rappeler de ce qu'ils sont en train de faire. Il s'agit de ne pas occulter la réalité, car le risque est d'être dans la routine, d'accélérer, ne plus se rappeler que ce sont des animaux... et finalement,

petit à petit, de privilégier l'intérêt économique plutôt que la valeur de respect envers les animaux et envers soi-même. Pour cela, ils se sont fixé une limite : ils ne font qu'une seule matinée par semaine. Ils disposent également d'un collectif très soudé. »

Exercer ce travail, pénible par nature et qui n'est pas leur métier de base, est pour eux indispensable ; l'enjeu économique est important. Cela a l'avantage de leur permettre de maîtriser le circuit de commercialisation et de vendre eux-mêmes leurs produits dans des magasins de producteurs. « Ce travail de A à Z est très satisfaisant pour eux », confirme la directrice de recherche. Cependant, les éleveurs attendent du soutien en termes de formation. « Cela nous a surpris de voir qu'ils apprenaient certains gestes par leurs collègues éleveurs. Il serait intéressant de mettre en place des formations avec des vrais professionnels de l'abattage, notamment pour le travail de boucherie. »

Concernant leur santé psychologique, l'élevage joue un rôle très important : « Quand ils quittent cette matinée de travail difficile, ils retrouvent leur élevage, leurs animaux, la vie. Dans cette forme d'élevage-abattage, je pense qu'il y a un travail de soutien, de prévention à faire pour garder ce rapport à soi et au travail vivant et ainsi éviter de passer de l'autre côté. Ça aide à réfléchir aussi aux conditions de travail des salariés en abattoir. Comment faire pour qu'eux aussi retrouvent la vie après leur journée de travail et préservent leur santé mentale ? Au-delà, je pense qu'il faudrait complètement réinventer les structures et l'espace de travail des abattoirs, en relation avec le travail, l'environnement et l'animal. »

■ Marie Molinaro

Populations précaires

Améliorer l'accès aux soins



Les résultats du projet mené par l'équipe d'Héléna Revil (en photo) et Grégory Beltran, anthropologue social chargé de recherche à l'Observatoire des non-recours aux droits et aux services, seront remis d'ici l'automne.

En 2015, une étude⁽¹⁾ menée par l'Observatoire des non-recours aux droits indiquait que 22 % des professionnels du monde agricole renonçaient aux soins. Cette question, et plus globalement celle de l'accès aux soins, est au cœur des préoccupations de la MSA qui a depuis mis en place le dispositif Décliac dans l'ensemble de ses caisses. Celle du Poitou tente d'aller plus loin avec son expérimentation Décliac +.

Héléna Revil dirige l'Observatoire des non-recours aux droits et aux services (Odenore), implanté à l'université de Grenoble. Son équipe de recherche en sciences sociales a pour spécificité d'essayer de comprendre pourquoi des personnes n'activent pas certains de leurs droits, certains dispositifs ou services conçus pour les aider.

« C'est vraiment le cœur de notre sujet, explique-t-elle. On regarde trop souvent l'action publique à travers les yeux de ceux qui la font, qui décident, qui la mettent en œuvre au quotidien, mais assez peu à travers ceux des publics, des citoyens, des personnes visées. Notre idée principale est de donner la parole aux personnes qui actionnent leurs droits mais aussi à celles qui ne les actionnent pas. Nous nous intéressons également à ce qui est mis en place par les acteurs pour lutter contre ces phénomènes et partons de là pour tenter d'éclairer différemment l'action publique ».

En 2020, quand la MSA Poitou envisage d'expérimenter Décliac +, une version « plus complète » du dispositif Décliac qui existe déjà au niveau national (voir encadré), elle souhaite avoir à ses côtés une équipe de recherche pour l'aider à prendre du recul, avoir un regard extérieur. Ce sera celle de l'Odenore dont les nombreux travaux déjà réalisés avec les caisses primaires d'assurance maladie ont donné de la visibilité à son équipe sur le sujet de l'accès aux soins. Un accès souvent gêné par des freins de nature sociale

auxquels répond l'accompagnement par un professionnel de la MSA dans le dispositif Décliac. L'hypothèse de l'expérimentation de la MSA Poitou est qu'il y a peut-être aussi besoin d'une expertise en santé. Dans le « + » réside ainsi l'idée d'inclure une infirmière en prévention dans la démarche. Mais également celle de ne pas se limiter à la coordination d'un parcours individuel en constituant un groupe de santé communautaire qui intègre les bénéficiaires, des professionnels et des acteurs associatifs afin de chercher des solutions pour améliorer l'accès aux soins à l'échelle du territoire.

Lauréate de l'appel à projet de recherche 2021 de la MSA, l'équipe de l'Odenore se met au travail comme le décrit Héléna Revil : « C'est un projet que nous avons vraiment coconstruit avec la MSA du Poitou. Cela nous intéressait parce qu'il y avait quelque chose d'innovant : nous pouvions poser le regard sur ce que pouvait produire ce binôme. Quelle est la conséquence de coupler une expertise sanitaire à une expertise sociale ? Il y avait du sens à se dire que nous allions explorer les effets de cette expérimentation sur les personnes qui allaient y être intégrées. Les premiers entretiens qualitatifs ont permis de connaître leurs besoins, ce qu'elles avaient compris de cette coordination de parcours proposée, ce qu'elles en attendaient. Les seconds, de voir ce que cela avait produit. Notamment de savoir si le fait d'être dans un accompagnement sanitaire et social avait apporté quelque chose en plus. Il y avait la possibilité de regarder les trajectoires des personnes dans un dispositif global. Mais ce qui est important pour nous, c'est d'être utiles aux acteurs de terrain. Ne pas faire à tout prix ce que l'on avait prévu au départ. Nous sommes ainsi passés de l'analyse des effets à l'analyse de la « pertinence » de ce dispositif par rapport aux besoins : pour qui cette expérimentation est la plus utile, avec qui travailler sur le territoire pour qu'elle le soit et repérer les besoins qui sont moins pris en charge, moins pris en compte par les différents acteurs existants ».

■ Frédéric Fromentin

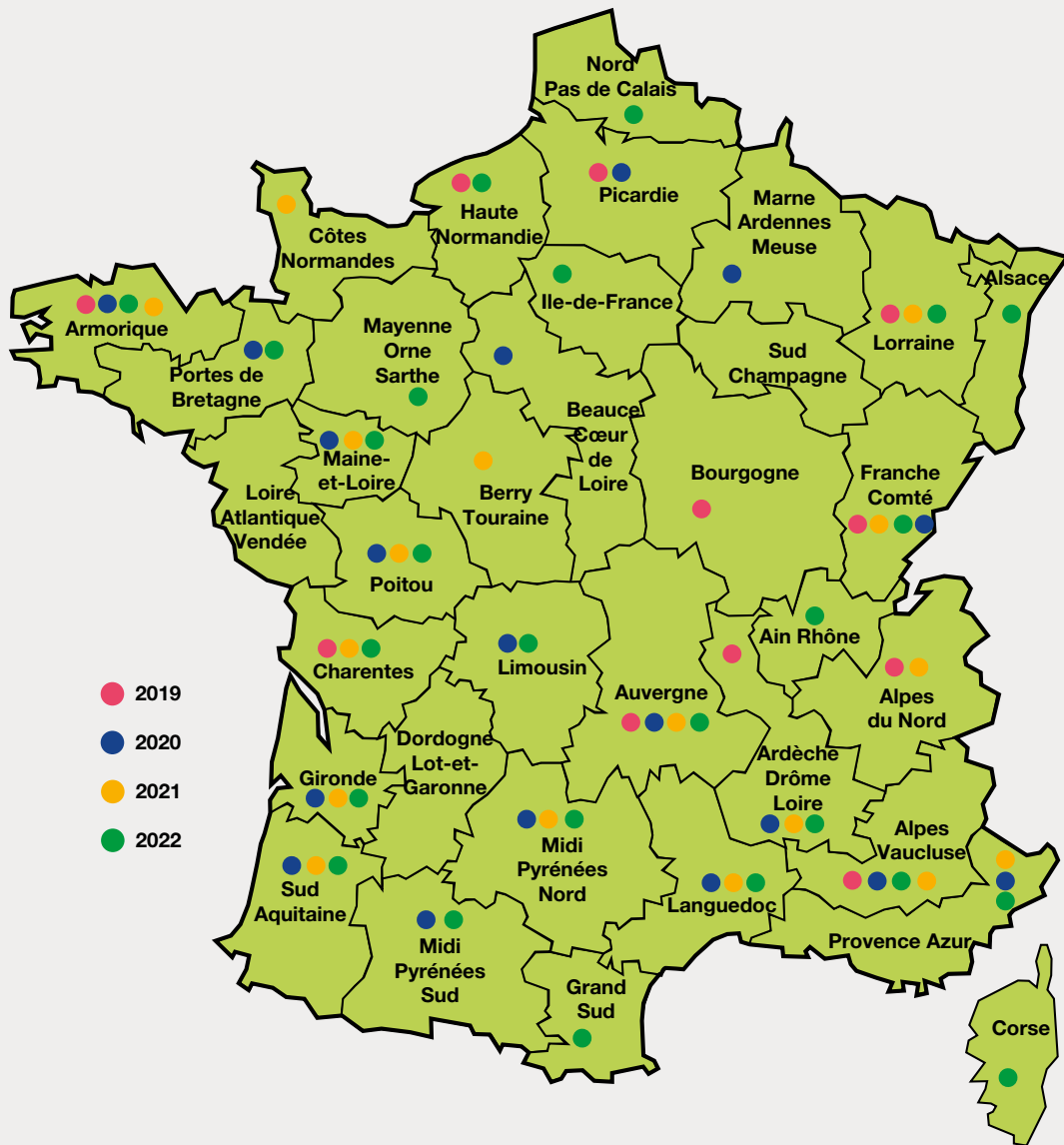
(1) Revil Héléna et Philippe Warin, 2016, « Le renoncement aux soins des assurés sociaux en Languedoc-Roussillon. Diagnostic dans le régime général, le régime social des indépendants et le régime de la mutualité sociale agricole », Odenore, rapport pour les organismes d'assurance maladie obligatoire du Languedoc-Roussillon, mars 2016.

Décliac, tout un programme

Décliac a pour ambition d'offrir aux assurés de la MSA en situation de précarité un programme de prévention santé-social leur permettant de disposer de ressources et d'un accompagnement adapté pour améliorer leurs déterminants sociaux de santé. Il repose notamment sur des superviseurs, clés de voûte du dispositif, présents dans les 35 caisses de la MSA.

Diversités géographiques et thématiques variées

Études et expérimentations scientifiques dans le réseau MSA



Risques professionnels



Risque solaire



Risque poussière



Conditions de travail



Risque chimique



Ergonomie



Offre de soins et de services



3 questions à...



© Cécile Cayon

Delphine Burguet,

chercheuse en anthropologie de la santé
et chargée de missions pour le Projet scientifique de la MSA
et l'Institut national de médecine agricole

Quels sont les principaux domaines de recherche scientifique actuellement financés par la Mutualité sociale agricole (MSA) ?

Des axes scientifiques sont fixés pour chacun des appels à projets de recherche (AAP)⁽¹⁾ construits à partir des besoins et des difficultés des populations agricoles. Le mal-être est une thématique majeure, abordée via la compréhension de la survenue du suicide, l'analyse du risque et des outils de prévention, l'articulation entre les métiers agricoles et la santé mentale. Les autres domaines financés sont la transition agroécologique et la santé des agriculteurs, les actions de prévention et d'accompagnement déployées en MSA, les inégalités sociales ainsi que l'offre de santé et les expositions aux produits phytopharmaceutiques.

Comment ces recherches contribuent-elles à améliorer les services et le bien-être des affiliés ?

Nous avons le souci de financer des projets qui proposent des retombées directes pour les adhérents de la MSA, c'est d'ailleurs l'un des critères d'évaluation de l'AAP. Chacun d'eux est suivi par un comité technique que je préside, composé d'au moins un membre de la MSA. Les comptes-rendus des comités me permettent de débloquent les phases de financement, valoriser les résultats et transférer les connaissances dans les caisses. L'objectif étant d'ouvrir le dialogue, je mène plusieurs

actions à cet effet : animation d'une communauté de la recherche, alimentation de ressources partagées, organisation de cafés de la recherche, diffusion de lettres d'actualité scientifique. Je constate que les chercheurs ont la volonté de diffuser leurs résultats aux acteurs MSA sous différentes formes de restitution : rapports de recherche, recommandations, webinaires... Prochainement, nous organiserons des journées scientifiques, une autre contribution de la recherche à l'amélioration de l'offre de services et du bien-être des affiliés.

Comment intégrez-vous dans le projet scientifique de la MSA les besoins spécifiques des 35 caisses locales ?

Le Projet scientifique s'est doté de deux instances : le Conseil scientifique, présidé par Bernard Salles⁽²⁾ et le Conseil d'orientation scientifique, présidé par Régis Jacobé⁽³⁾. Le premier est composé de chercheurs et d'administrateurs MSA et le deuxième de directeurs CCMSA et d'élus, porte-parole du réseau des 35 caisses⁽⁴⁾. La cellule recherche CCMSA, managée par Aïcha Salomé, attachée de direction auprès du Médecin national, assure une coordination entre ces deux Instances. Ces acteurs apportent un regard avisé et croisé sur les sujets discutés en conseils, les besoins spécifiques des caisses MSA et les difficultés rencontrées par les populations

agricoles.

En tant que chargée de mission, j'assure le suivi du fonctionnement de la démarche de recherche et le recensement des études et expérimentations soutenues localement par le réseau des caisses, selon une démarche bottom-up (NDLR : faire remonter les innovations depuis le terrain), appuyée par une quarantaine de correspondants recherche. À partir de ce recensement, je publie le rapport « Études & Recherches »⁽⁵⁾ qui met en visibilité l'ensemble de l'activité scientifique selon les spécificités territoriales et renseigne sur la diversité des besoins des affiliés. Enfin, on observe une adhésion croissante des caisses MSA au Projet scientifique. Elles s'engagent de plus en plus dans l'AAP en soutenant des candidats dans la construction d'objets d'étude intégrant directement les réalités du terrain et les besoins des populations rurales et agricoles.

■ Propos recueillis par **Alexandre Roger**

(1) L'appel à projets de recherche (AAP) de la MSA 2023 est en cours. Modalités : msa.fr ;

(2) Professeur émérite des Universités, toxicologue ;

(3) Administrateur non salarié CCMSA ;

(4) Consulter l'interview croisée de Bernard Salles et Jean-Marc Soulat dans *Le Bimsa* de juillet 2022. « Faire progresser la protection sociale agricole » :

lebimsa.msa.fr ; (5) Consulter le dernier rapport E&R 2023.





© Lou Roy/CCMSA

C'est la rentrée !

Ils s'épanouissent en maison familiale rurale

C'est bientôt le retour en classe pour les maisons familiales rurales. Nous avons rencontré deux élèves qui font leur rentrée dans l'un de ces établissements à taille humaine, à Bourgueil. Entre cours et travail en entreprise, ils attendent cette année scolaire avec impatience.

Pour Harmony, qui va débiter un certificat d'aptitude professionnelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (Capa) services aux personnes et vente en espace rural, et Dorian, qui entre en troisième, c'est le grand rush. Bientôt, ils feront leur rentrée à la maison familiale rurale (MFR) et centre de formation d'apprentis (CFA) de Bourgueil dans l'Indre-et-Loire et retourneront sur les bancs de l'école. Enfin, presque. Parce qu'à la MFR, c'est un enseignement un peu différent que les jeunes reçoivent. Ils sont à l'école, certes, mais également en alternance ou en apprentissage. Ils suivent donc un cursus scolaire tout en travaillant en entreprise.

Avec ses 430 structures associatives en France, les MFR forment chaque année plus de 100 000 personnes, de la classe de quatrième aux formations supérieures, dans 18 secteurs professionnels.

Valoriser les compétences des jeunes

Cette rentrée, Harmony, 16 ans, et Dorian, 15 ans, l'attendent avec impatience. Mais ça n'a pas toujours été le cas. Comme beaucoup de jeunes qui se tournent vers

les MFR, ils étaient en échec scolaire. Pour certains, ces structures sont un moyen de rebondir et de faire ce qu'ils aiment : travailler et pratiquer des activités manuelles. Pour Anne-Marie Leroy, mère d'Harmony, sa fille a fait le bon choix en intégrant la MFR. « *J'avais 5 de moyenne au collège, explique la jeune fille. Je m'ennuyais et ça me rendait malade d'aller en cours.* » Après en avoir discuté avec sa mère qui a elle-même été formée en MFR, le choix est fait : elle intégrera sa quatrième là-bas, en internat. Et depuis, tout a changé. « *Aujourd'hui, elle a 16 de moyenne et se sent bien.* » Un choix que cette mère de famille ne regrette pas, malgré le coût de l'internat qui pèse parfois sur le porte-monnaie. « *Entre le budget qu'on aurait dû mettre pour le transport et les repas, les coûts s'équilibrent. Et de toute façon, son bien-être est le plus important,* » confirme-t-elle. Même réaction du côté de Laëtitia Froger, mère de Dorian. « *Mon fils n'a jamais été très scolaire. Ce qu'il voulait depuis tout petit, c'était faire des activités manuelles* », souligne-t-elle. Il s'est donc inscrit dès que possible à la MFR CFA de Bourgueil et s'est lancé dans la maçonnerie, avec une spécialisation en taille de pierres. « *Depuis, il revit !* », confie-t-elle.



Pour certains jeunes, les MFR sont un moyen de rebondir et de faire ce qu'ils aiment : travailler et pratiquer des activités manuelles.

Décrochage scolaire, harcèlement... « De nombreux parents et apprenants se tournent vers notre établissement, déçus et épuisés par le système classique », confirme Aurore Aussant, directrice de la MFR CFA de Bourgueil. La combinaison école et stage permet une nouvelle approche et une valorisation, autant pour les uns que pour les autres.

Tremplin pour la vie active

Et grâce à cette technique de formation, les MFR peuvent s'enorgueillir d'avoir un taux de réussite exemplaire, souvent bien plus important que dans l'enseignement général. Leur taux de réussite aux examens, toutes filières confondues, est de 92%. De plus, les élèves qui suivent cet enseignement développent non seulement des compétences professionnelles, mais aussi des qualités personnelles qui leur serviront au quotidien dans leur futur métier. « On développe une maturité que les autres élèves n'ont pas dans l'enseignement général, note Harmony qui effectue son alternance en boulangerie. Le fait de travailler, mais aussi d'être en contact avec d'autres apprenants plus âgés, nous permet de mûrir plus vite. »

L'insertion professionnelle est aussi facilitée. Pour Dorian, le fait d'être en MFR est un vrai avantage pour sa future carrière. « On découvre beaucoup de métiers, et on rentre dans la vie active directement. » Un véritable atout pour ces jeunes qui souhaitent se bouger et qui n'ont qu'une envie, travailler.

Un corps enseignant à l'écoute et présent

En plus de valoriser les compétences et les envies des élèves, les MFR accompagnent aussi les jeunes (et les moins jeunes) au quotidien. « On est tous très proches des maîtres d'apprentissage, explique Harmony. Ils prennent le temps de nous écouter et de répondre à nos interrogations. Si on a des difficultés, on n'hésite pas à se tourner vers eux. » Entre un effectif raisonnable d'élèves par classe – en général entre 15 et 20 – et le nombre restreint de moniteurs, l'enseignement en MFR favorise la proximité et la qualité. Un carnet de liaison permet également aux enseignants de faire le lien entre les élèves et les parents qui sont au courant des progrès et de l'évolution de leur enfant. Et pour les parents, ce sont de très bonnes formations : « Les enfants sont bien suivis, proches de leurs moniteurs, confirme Anne-Marie. À la fin de la semaine, on peut discuter avec eux, ils prennent toujours le temps. »

Harmony a une vision à long terme, puisqu'elle sait



© Sylvain Cambon/CMSA Image

Pour les maisons familiales rurales, c'est la rentrée. La MFR CFA de Bourgueil accueille cette année 90 apprenants.

déjà qu'après la validation de son diplôme, elle s'engagera dans un CAP Accompagnant éducatif petite enfance. Un choix qu'elle a fait en concertation avec le corps enseignant de la MFR CFA de Bourgueil.

Pour Dorian, qui se laisse le temps de se décider, ce sera sûrement un changement d'école pour rejoindre une spécialisation maçonnerie et pourquoi pas se lancer dans la taille de pierres qu'il a déjà pratiquée cette année ?

■ Coline Lucas

Chiffres clés en 2022



92 %

de réussite aux examens



62 500

jeunes en formation scolaire ou par apprentissage



42 800

jeunes en formation continue

Source : MFR

Deux jeunes récompensés pour leur projet innovant



© Alexandre Larruhat

Alexandre Larruhat, producteur laitier, a diversifié son activité en se lançant dans la production de glaces fermières.

Cette année, deux jeunes agriculteurs des Pyrénées-Atlantiques ont été récompensés par le prix Rural et citoyen initié par la Société des membres de la Légion d'honneur Béarn Soule et la MSA Sud Aquitaine. Lancé il y a deux ans, l'appel à projets met en avant un ou plusieurs jeunes du milieu rural et agricole et récompense des projets innovants et adaptatifs. Portraits.

■ Circuit court et glaces à la ferme

Démarche écologique, circuits courts et antigaspi sont les maîtres-mots d'Alexandre Larruhat, producteur de lait à Asson. Soucieux de produire de manière raisonnée (la globalité de son exploitation est certifiée haute valeur environnementale, classée bas carbone), ce jeune agriculteur avait envie d'aller plus loin dans la transformation de son lait. Pour valoriser son excédent et n'avoir aucune perte, il a ainsi lancé sa production de crème glacée il y a deux ans. « *Je voulais me diversifier dans une nouvelle activité tout en allant jusqu'au bout du produit et retrouver le contact humain de la vente qui pouvait me manquer* », explique-t-il. Sa clientèle est 100 % locale, sa crème étant commercialisée dans des points de vente qui se situent à moins de 30 km de sa ferme.

Et pour que son projet aboutisse, il a fallu du temps. « *J'ai mis trois ans à confectionner mes recettes. Mes proches, ma famille, mes amis ont servi de cobayes pour goûter les saveurs et arriver à un résultat appréciable* », raconte l'exploitant.

Pour réduire ses coûts et favoriser l'énergie verte, Alexandre Larruhat lance également sa centrale photovoltaïque qui devrait voir le jour d'ici l'année prochaine.

■ Des bambous vent debout pour l'environnement

Installée depuis trois ans entre Gan et Buzy, Manon Mounaix fait figure de pionnière dans le paysage agricole. Venant d'une famille d'agriculteurs, elle a l'opportunité en 2021 de récupérer des terres familiales. « *Je cherchais une production qui puisse s'inscrire dans une*



© DR

Manon Mounaix a choisi la production de bambou pour son côté écologique, durable mais aussi rentable.

démarche respectueuse de l'environnement, mais qui pouvait également s'adapter aux terrains en pente et vallonnés de la vallée d'Ossau. » Attirée par son aspect écologique et rentable, elle s'est donc lancée dans une culture peu commune : le bambou. Autre point positif, la récolte se situe en dehors des périodes de vendanges qui attirent de nombreux saisonniers dans la région. Elle pourra donc faire appel à cette main-d'œuvre pour ses récoltes qui se feront sur six semaines consécutives, deux fois dans l'année.

Le projet de la jeune agricultrice ne manque pas d'atouts. La consommation de cette graminée originaire d'Asie est en pleine croissance, développant des débouchés dans l'alimentation, la cosmétique mais aussi dans différentes industries : textiles, matériaux de construction et autres bioplastiques. Aujourd'hui majoritairement importé de Chine, le bambou devient donc local.

Pour la Société des membres de la Légion d'honneur et la MSA, l'engagement personnel de Manon Mounaix entrait tout à fait dans les critères du Prix rural et citoyen. « *Il est important pour nous de soutenir de telles initiatives qui valorisent l'engagement de jeunes agriculteurs et renforcent la dynamique de nos territoires ruraux* », précise Chantal Gonthier, présidente de la MSA Sud Aquitaine. En attendant sa première récolte qui devrait se faire en 2026, la jeune agricultrice peut se targuer d'avoir lancé dans la région un marché qui se veut prometteur.

■ Coline Lucas

Pour en savoir plus



Une bonne excuse pour apprendre à nager

Je ne peux pas, j'ai camion-piscine



« On se sent utile », déclare Thierry Di Castera, le maître-nageur. Une opération organisée avec le concours financier de la MSA Île-de-France.



© Franck Rozé/Le Bimsa

La MSA Île-de-France n'oublie pas que le monde est entouré d'eau. Pour prévenir les risques de noyade, il faut apprendre à nager. Or les équipements aquatiques font parfois défaut. Pour pallier ce manque, une solution inédite : le camion-piscine !

« Moi, j'ai appris à nager dans un camion. » Il y a moyen que cette petite phrase produise quelques remous dans les cours de récréation à la rentrée. Suscitant la fierté des uns et l'incrédulité des autres : on entend d'ici le petit Archimède s'écrier « Faut pas pousser ! ».

Incroyable mais vrai ! Aqwa itineris est une semi-remorque qui renferme un bassin à plancher réglable de huit mètres de long sur 2,10 mètres de large. Inventé par le Vaudois Jean-François Buisson, primé au concours Lépine, ce camion-piscine parcourt les routes de France et de Navarre depuis 2019. Ce mercredi 19 juillet, il stationne sur le parking de la Maison du Village, à Seugy, dans le Val d'Oise. « On ne vous l'a pas dit mais aujourd'hui, vous passez le test pour obtenir le diplôme d'aisance aquatique », trompète Thierry Di Castera, éducateur territorial des activités physiques et sportives. Les cinq petits bonnets de bain qui s'égayent dans l'eau turquoise ne semblent pas plus impressionnés que cela.

Après Nucourt en juin, ses bébés nageurs et son aquagym pour les seniors, c'est au tour de la petite commune de Seugy – quelque 1 000 habitants – d'accueillir la structure itinérante. Elle fait partie d'une communauté de communes qui ne possède pas de piscine. « Ce camion,

c'est d'utilité publique ! », estime Virginie Ventimiglia, responsable du pôle action sociale au centre intercommunal d'action sociale (Cias) Carnelle Pays-de-France. Après les déserts médicaux, les déserts aquatiques ! Et sans la MSA Île-de-France, qui a mouillé le maillot, l'oasis Aqwa itineris n'aurait pas surgi en pleine pampa. Car c'est le régime agricole qui finance entièrement le coût du service et qui offre la gratuité aux bénéficiaires. « Dans les petits territoires, nous sommes souvent délaissés par les autres partenaires. Si nous n'avions pas la MSA... » Les points de suspension en disent long.

« Si les pieds touchent le fond, c'est perdu ! »

« On tombe en arrière, on nage sur le dos jusqu'à l'échelle [au bout du bassin], on touche la frite avec la main, on repart sur le ventre, on passe sous la perche et on nage la tête sous l'eau pendant cinq secondes. Si les pieds touchent le fond, c'est perdu ; si on touche le bord, c'est perdu ! ». Thierry le maître-nageur est originaire de Guéret, dans la Creuse. Une sous-préfecture dont la piscine est fermée depuis trois ans !

Placés dans une petite bulle sur l'affiche à l'entrée du camion, des chiffres remontent tristement à la surface : entre 2015 et 2018, une augmentation du nombre de noyades de 30 %⁽¹⁾. « Aqwa itineris est un complément dans l'apprentissage de la natation. Le bassin est à hauteur d'homme, ce qui me permet d'intervenir sans difficultés. Dans une piscine traditionnelle, les enfants restent souvent accrochés à la goulotte, car dès qu'ils savent qu'ils n'ont plus pied, ils perdent leurs moyens. Ici, le fond est modulable, ce qui est rare. Les enfants travaillent ainsi l'immersion et la synchronisation sans stress. » Ajoutons à cela une eau à 32°C. Il est alors aisé de s'y sentir comme dans un cocon.

Depuis la salle attenante de la Maison du Village, les parents suivent les évolutions des pioupious sur grand écran. « Nous pourrions ainsi refaire les exercices avec lui », se réjouit Delphine Goulam, de Villiers-le-Sec, maman de Naël, sept ans. Elle n'avait pas encore eu l'opportunité de l'inscrire à des cours de natation. « Nous fréquentons la piscine de Beaumont-sur-Oise mais entre toutes les activités extrascolaires, il nous est difficile de trouver des créneaux pour les cours de natation... Ici, c'est pratique », abonde à son tour la maman de Milan, Marilynne Badaire, de Saint-Martin-du-Tertre.

En huit jours de cours à Seugy, le camion-piscine a fait le plein de 47 enfants de six à 11 ans.

■ Franck Rozé

(1) Chiffres de l'enquête noyades menée au cours de l'été 2018 par Santé publique France : + 77 % chez les moins de 13 ans et + 96 % chez les moins de six ans (+ 132 % au sein de piscines privées familiales) !

Gilles Giraud, l'élu ingénieux



© Fatima Souab/Le Bimsa

« *J'entends aider les gens ayant des soucis et représenter l'institution de toutes les manières possibles* », affirme le bénévole limousin.

Et si le ver de terre amoureux des étoiles de Victor Hugo (Ruy Blas), c'était lui : Gilles Giraud, ex-salarié agricole et délégué cantonal à la MSA du Limousin qui a posé il y a bien longtemps ses valises au Château d'eau, surnom de la région, là où les étoiles s'admirent à l'œil nu. Depuis qu'il a quitté sa Picardie natale, ce bricoleur dans l'âme rénove, cultive et anime chaque jour qui passe sa terre d'adoption. Une vraie déclaration d'amour.

Gilles Giraud, délégué à la MSA du Limousin, ne prend pas les trains en marche. Il les achemine lui-même en gare pour peu qu'on lui en laisse les commandes : 75 ans dont 42 et demi de cotisation et de travail ne l'ont pas épuisé. Son esprit ingénieux vient à bout de tout. Cet ancien salarié agricole court toujours après l'action, volontaire, bouillonnant de projets pour son territoire et d'idées de rénovation pour sa maison qu'il bichonne ou façonne – on ne sait plus – depuis plus de quarante ans. Un vrai bijou datant de 1777, posé au beau milieu de la campagne, entre Bellac et Saint-Junien, près de Mortemart, au cœur du Limousin où, si l'on en croit cet ex-Picard né dans l'Oise, on voit les étoiles scintiller dans le ciel. « *Là-bas, on en observe beaucoup moins* », déclare-t-il.

Son caractère bien trempé, il le revendique. Quand quelque chose lui pèse sur le cœur, il le fait savoir. Chez lui, le verbe et l'action ne font qu'un. L'engagement n'a d'autres pulsations que ce tempo : il dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit. Plus qu'une valeur, c'est sa façon d'être. « *Je ne suis pas là pour faire de la figuration. Si j'ai été élu à la MSA, c'est pour être actif. C'est une question de respect. J'entends aider les gens ayant des soucis et représenter l'institution de toutes les manières possibles.* » Qu'on se le tienne pour dit.

Le 8 octobre prochain, il organise une fête à Peyrat-de-Bellac sur le thème de l'alimentation avec force animations et interventions d'acteurs locaux, que ce soient des agriculteurs ou des professionnels de la santé. Il donne déjà rendez-vous au second semestre pour découvrir lors

d'une conférence la question des perturbateurs endocriniens. Au cœur de cette intarissable énergie, la confiance en soi. Il l'acquiert à l'adolescence lorsqu'il arrive troisième au certificat d'étude primaire, un concours qui n'existe plus depuis 1989 et qui sanctionnait le savoir acquis en classe primaire. Lui qui n'aimait pas apprendre, peu à l'aise avec le principe de la note, découvre au centre d'apprentissage qu'il n'est pas « *fainéant* ». Mieux il possède la faculté de retenir tout ce qu'il entend. À l'époque, tout le monde est surpris par sa performance. Pour lui, ce sera une révélation et le déclic qui le réconcilie avec l'école, l'enseignement et l'apprentissage.

Depuis, les certifications et les diplômes pleuvent au gré de ses curiosités et de sa faim de connaissances. Rien de nouveau ne lui paraît insurmontable : « *Il faut juste travailler, se documenter, tester* », suggère-t-il. Aucune technique ne lui semble inaccessible : la Toile est une mine de tutos.

« *J'étais le seul et l'unique* »

Il s'installe dans la région en 1987 après avoir quitté son emploi. Très vite, il crée son entreprise d'entretien d'espaces verts (parc et jardin) : une nouvelle activité dans le coin qui fera des émules. « *J'étais le seul et l'unique* », s'honore-t-il. Quelques années après, il cesse l'activité et rejoint comme salarié agricole un centre d'aide par le travail.

Ce qu'il reproche aux anciens : se couper des évolutions du monde agricole. « *Quand je suis descendu ici, se souvient-il, il y avait un petit temps de retard à l'allumage. Maintenant, les jeunes agriculteurs bougent beaucoup plus et se mettent plus facilement au diapason de ce qui se passe à l'extérieur. Ils voyagent et séjournent dans d'autres régions.* »

Chaque jour, le vaillant retraité est debout à 6 heures. Au lever du soleil, les yeux rivés sur l'horizon, il déguste tranquillement son petit-déjeuner, heureux d'avoir cru en son étoile.

■ Fatima Souab

On se dit tout...

Avez-vous été un enfant rebelle ?

À l'école primaire, je ne voulais pas apprendre. J'étais feignant. Je n'aimais pas les compositions.

Quelle musique aimez-vous ?

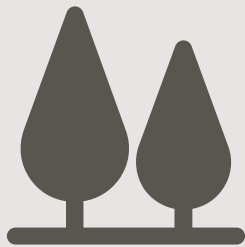
Je suis "polymusical". J'écoute la station de radio NRJ. J'adore danser. Je le fais par instinct.

Regrettez-vous la fin du service militaire ?

Oui, tout compte fait. Je ne suis pas militariste mais cette expérience est une bonne solution pour éduquer tous les jeunes un peu trop turbulents.

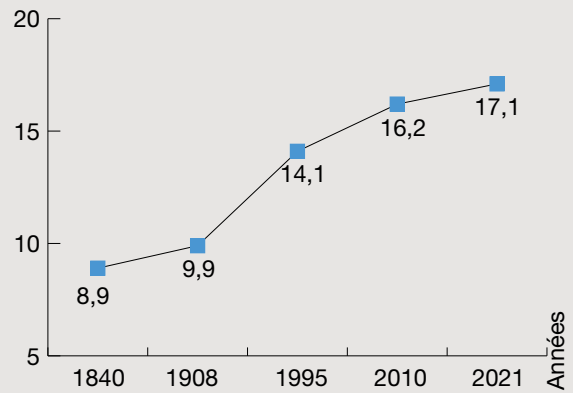
La forêt française en chiffres

ÉVOLUTION DE LA SURFACE FORESTIÈRE



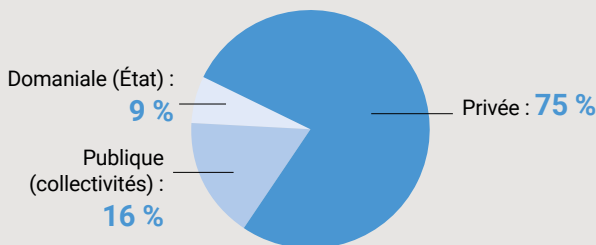
+ 21 %
DE SURFACE FORESTIÈRE
DEPUIS 1985

Millions d'hectares



3/4

DES FORÊTS APPARTIENNENT À DES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS



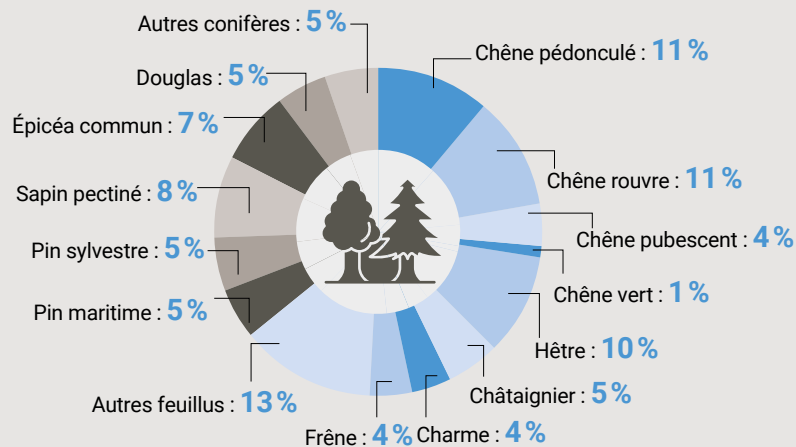
+ 54 %

DE MORTALITÉ DES ARBRES EN UNE DÉCENNIE

Les forêts des régions Grand Est et Bourgogne-Franche Comté sont les plus touchées par la surmortalité.

Les essences d'arbres les plus affectées par une surmortalité sont le châtaignier, l'épicéa commun et le frêne.

RÉPARTITION DU VOLUME DE BOIS VIVANT SUR PIED PAR ESSENCE



Source : Institut national de l'information géographique et forestière/inventaire forestier national 2022.

“Avec l'**ASPA**,
je dépends moins
de mes proches
pour les dépenses
du quotidien.”

+ que
des aides,
un droit.



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore

Vous aussi,
vous y avez peut-être droit.
Faisons le point sur :

msa.fr/ma-retraite-mes-droits